

Zeitschrift: Le messager suisse de France : revue mensuelle de la Colonie suisse de France

Herausgeber: Le messager suisse de France

Band: 17 (1971)

Heft: 6

Rubrik: Economie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Economie

La surchauffe économique en Suisse

L'exposé ci-dessous a été rédigé par M. Jacques-Henri Jacot, jeune et brillant Suisse de France qui vient de soutenir à la Faculté de sciences économiques de l'Université de Lyon une thèse de doctorat intitulée «La surchauffe économique. Essai d'interprétation et application au cas de la Suisse».

Né à Lyon le 4 décembre 1940, de parents suisses, M. Jacot est très actif dans les milieux suisses de sa ville puisqu'il préside actuellement le Groupe des jeunes de l'Union helvétique de Lyon. Docteur ès sciences économiques, M. Jacot est en outre diplômé de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris. Il occupe un poste d'Assistant à la Faculté de droit et de sciences économiques de Lyon.

Réd.

Pour qui suit de près ou de loin l'actualité économique en Suisse, un mot revient fréquemment sous la plume des journalistes spécialisés ou dans les discours des responsables politiques: celui de «surchauffe» de l'appareil de production helvétique. Que signifie au juste cette expression imagée visant à caractériser «l'état des affaires» qui règne à nouveau actuellement en Suisse, après avoir déjà marqué la conjoncture dans ce pays au cours de la première moitié des années soixante? En ce qui concerne la nature de la surchauffe, nous pensons que ce phénomène ne doit pas être considéré comme une simple forme d'inflation, mais, de façon plus large, comme un type de conjoncture et une modalité de croissance. Si l'on accepte de caractériser en première analyse la surchauffe par un excès des flux de demande de toute nature (consommation, investissement,

exportations) sur les possibilités de l'offre de l'économie prise dans son ensemble et si l'on retient la définition traditionnelle de l'inflation comme un mouvement général et irréversible de hausse des prix, on constate en effet que ces deux réalités économiques ne sont pas vraiment synonymes, si leurs effets peuvent certes interférer.

L'inflation peut ainsi avoir d'autres causes que la surchauffe, comme l'a clairement montré la situation économique américaine en 1970, la stagnation de la production et le chômage étant allés de pair avec une forte inflation aux Etats-Unis.

Quant à la surchauffe, elle a bien d'autres conséquences que la hausse des prix. Traduisant une tendance foncière de l'économie à situer son activité effective à court terme au-delà de sa capacité potentielle à long terme, elle se manifeste en effet non seulement dans le domaine des variables monétaires et des prix, par une inflation d'adaptation, mais aussi dans le domaine des échanges extérieurs, par un déficit de la balance des biens et services, et dans celui du marché du travail, par une pénurie générale de main-d'œuvre. Le processus même de croissance peut s'en trouver affecté, une telle pression sur l'appareil de production favorisant un développement extensif plutôt qu'intensif, ce qui veut dire un moindre accroissement de la productivité.

Cette analyse abstraite étant acquise, on peut s'attacher à étudier le déroulement de la surchauffe en Suisse au cours de la décennie 1959-1968 au triple niveau de l'observation, de l'explication et de l'action.

Pour ce qui est de l'observation, nous distinguerons trois périodes dans la conjoncture qui a régné en Suisse entre 1959 et 1968: une phase d'«accélération» qui succéda en 1959-1960 à la légère récession enregistrée en Suisse en 1958 comme dans maints pays occidentaux, une phase de «surchauffe» propre-

ment dite, c'est-à-dire d'expansion en suremploi avec inflation et déficit extérieur courant, de 1961 à 1964, et une phase de «consolidation» à partir de 1965 et jusqu'en 1968 consécutive, en grande partie, à la politique anti-conjoncturelle prise par les autorités helvétiques à partir du printemps 1964.

Quant aux mécanismes explicatifs de cette évolution, il nous semble, sur la base des données de la comptabilité nationale, que certaines catégories de la demande, les exportations et la construction de logements essentiellement, avaient manifestement donné l'impulsion initiale à la reprise en 1959 pour céder ensuite la place à des composantes induites telles que la consommation privée, les investissements industriels et commerciaux, et les dépenses publiques, notamment d'infrastructure (routes nationales...). Ce processus cumulatif d'expansion, qui s'est progressivement emballé au point de déborder les possibilités de l'économie, n'a pas rencontré d'obstacles de financement en raison de l'afflux constant de capitaux étrangers. Il ne pouvait dès lors plus être endigué que par l'effet d'une politique délibérée.

Cette lutte contre la surchauffe, menée en Suisse à partir du printemps 1964, bien que trop tardive, s'est révélée assez efficace. Au-delà d'une action indirecte sur les moyens de financement (limitation des crédits, freinage des entrées de capitaux, etc...), les pouvoirs publics sont en effet intervenus directement dans l'économie, en instituant par exemple un véritable contingentement de la demande dans le domaine de la construction et en restreignant l'afflux des travailleurs étrangers qui opérait à la manière d'un véritable multiplicateur d'emploi. Une pause de la conjoncture s'ensuivit, au cours de laquelle le déficit extérieur en biens et services céda à nouveau la place à un excédent, tandis que l'épargne nationale

suffit à nouveau à financer les investissements intérieurs et alimenta une exportation nette de capitaux. Certes, la croissance s'effectua désormais à un rythme ralenti, mais cette décléoration n'entraîna nulle détérioration de la situation de l'emploi, la pénurie de main-d'œuvre s'atténuant à peine, et s'accompagna au contraire d'une nette amélioration de la productivité. Le seul point noir qui demeura fut la persistance d'une hausse des prix assez importante due à l'apparition retardée de tensions inflationnistes du côté des coûts.

Mais cette phase de «normalisation» prit fin en 1968 et une nouvelle phase d'accélération, puis de surchauffe proprement dite, lui succéda dans laquelle l'économie suisse est encore présentement engagée. Aussi les autorités fédérales se sont-elles efforcées de mettre en place les éléments d'un nouveau programme antisurchauffe au cours des années 1969 et 1970, en refusant toutefois, à juste titre selon nous, d'envisager une revalorisation du franc suisse. Elles se sont heurtées dans cette tentative à de nombreux obstacles (rejet par l'Assemblée fédérale de la réforme des moyens d'action de la Banque nationale en été 1969, résistance de l'Assemblée fédérale à l'adoption du principe d'un dépôt à l'exportation au printemps 1970, rejet par le peuple de la réforme du régime des finances fédérales en novembre 1970...) qui rappellent, si besoin était, la difficulté de lutter contre un «excès de prospérité» dans un pays de démocratie directe et de fédéralisme tel que la Suisse.

Mais ne peut-on pas souligner, en guise de conclusion, que la nécessité de lutter contre la surchauffe plutôt que contre la misère constitue déjà en soi un privilège?

J. H. Jacot

Petites nouvelles de l'économie suisse

Nouvelle fusion dans l'industrie alimentaire

Les conseils d'administration des sociétés Chocolat Lindt et Sprungli S. A. (Kilchberg/ZH) et Nago, Produits alimentaires S. A. (Olten) ont proposé à leurs actionnaires la fusion des deux entreprises. Lesdites sociétés étaient déjà liées depuis 1965 par un contrat de collaboration pour la production de poudre et de beurre de cacao. Lindt et Sprungli vient par ailleurs de racheter la fabrique de chocolat Gubor qui produit et distribue diverses spécialités au chocolat. (OSEC)

Nouveautés sensationnelles dans l'horlogerie suisse

Deux nouveautés ont été présentées à la presse le 14 avril dernier en avant-première de la Foire de Bâle: la montre sans aiguilles et la montre plastique. La maison Omega commercialisera dans le courant de l'année un chronographe portatif à cristaux liquides sans aucune pièce en mouvement et piloté par un oscillateur à quartz thermo-compensé qui garantit une précision de 5/100e de seconde par jour.

La maison Tissot quant à elle a mis au point après 10 ans de recherche une montre-bracelet dont tous les éléments à l'exception des pièces réglantes sont en plastique. Cette nouveauté permettra de simplifier les opérations de production et de rhabillage, les matières utilisées permettant de remplacer les vis par un procédé d'injection et de supprimer le graissage en raison du caractère autolubrifiant des pièces synthétiques. Du point de vue de la commercialisation, le nouveau modèle pourrait présenter des avantages considérables: équipé de parties réglantes Roskopf, il serait à même de concurrencer les montres les moins chères, alors qu'avec des

parties de qualité supérieure il entrerait dans la catégorie des montres Ancre courantes.

Fondation d'une nouvelle Holding horlogère

Le 18 février dernier, sept des plus grands fabricants suisses de produits finis horlogers ont fondé la General Watch Holding Co. Ltd. dont l'objet est la rationalisation poussée des activités techniques, commerciales et de recherche. Cette société regroupe les compagnies suivantes: Certina, Kurth Frères S. A.; Edox Era Watch Co. Ltd.; Eterna SA; Mido, G. Schaeren et Cie SA; Oris SA; Rado Schlup et Cie SA; Technos, Gunziger Frères SA. L'appartenance à la holding n'affecte en rien l'entité juridique et économique des compagnies. Le capital-action (Fr. 35 millions) est détenu à raison de 60% par la Société Générale de l'Horlogerie suisse SA (ASSUAG) – premier groupe industriel horloger suisse – les 40% restants étant aux mains des actionnaires des entreprises intégrées. Le nouveau groupe détient environ 10% du marché suisse, emploie 3350 personnes dans le monde et son chiffre d'affaires pour 1971 devrait atteindre Fr. 300 millions. (OSEC)

Alimentation de la Suisse en gaz naturel

Dès 1973 la Suisse sera alimentée en gaz naturel par le gazoduc Hollande-Italie qui lui livrera près d'un demi milliard de mètres cube de gaz. Une S.A. pour le Gaz Naturel vient d'être créée sur le modèle de nos grandes entreprises d'énergie électrique dans le triple but d'assurer la participation suisse au grand projet européen, d'alimenter les sociétés régionales et, par la suite, de développer notre approvisionnement en gaz.